



Permis de recherche d'hydrocarbures du Bassin d'Alès :
les collectifs anti gaz et huiles de schiste du Gard et de l'Ardèche se désolidarisent des conclusions de la « mission d'expertise ».

Dans le cadre du réexamen par l'Etat (sous la pression, scientifiquement étayée, des organisations citoyennes) du permis de recherche d'hydrocarbures dit du « Bassin d'Alès » accordé en 2010, les représentants des collectifs Gardois, Ardéchois et du collectif des élus étaient conviés à une réunion en Préfecture du Gard le 5 décembre 2012.

Les Collectif gardois et ardéchois se félicitent bien sûr de la volonté du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie de soumettre le permis litigieux à une mesure d'expertise. **Ce choix dénote une prise de conscience des incohérences manifestes du permis en cause, à tort présenté par son titulaire, la Société MOUVOIL, comme visant des hydrocarbures conventionnels.**

Les Collectifs prennent note de l'exigence de la société MOUVOIL de disposer d'un droit d'agrément de l'expert missionné par l'Etat.

Les Collectifs affirment qu'ils ne sauraient en aucun cas, comme cela leur a été proposé par l'administration, participer à l'élaboration du cahier des charges de la mission de l'expert à nommer, tâche qui leur paraît ressortir de la seule compétence et responsabilité de l'Etat, ordonnateur de la mesure.

Toutes les analyses scientifiques établissent que, contrairement aux dénégations de la société MOUVOIL, celle-ci recherche des hydrocarbures non conventionnels, qu'il s'agisse de gaz de schiste, ou d'huiles lourdes, ces dernières faisant appel à des techniques tout aussi polluantes que la fracturation hydraulique. Les Collectifs, s'ils sont auditionnés, comme il sont prêts à l'accepter, seront à même, grâce à leur commission scientifique, d'apporter à l'expert désigné tous les éléments justifiant l'opposition citoyenne au projet incriminé. **Les Collectifs ne se sentent cependant pas liés par les conclusions de cette mission.**

Les Collectifs réaffirment enfin leur conviction de la nécessité d'engager une véritable transition énergétique seule porteuse d'avenir, et d'abandonner la recherche, au prix fort environnemental, des derniers gisements d'hydrocarbures inclus dans la roche mère.

Contact :

Antoine Combier – 04 75 36 72 83 / coordination@stopaugazdeschiste07.org

LES COLLECTIF GARDOIS ET ARDECHOIS STOP AU GAZ ET HUILES DE SCHISTE